

Un trait qui, s'il n'est pas le plus important en lui-même, l'est au moins par ses résultats, manque encore au tableau que nous venons de tracer; c'est celui des opérations de l'armée de la Manche, commandée par le comte de l'Abisbal, dont il a été si long-temps question au commencement de cet ouvrage. Le despotisme était ébranlé de toutes parts, mais il existait toujours; ne pouvant plus combattre, il assassinait encore. L'armée de la Manche lui porta le dernier coup, en décidant le mouvement de Madrid.



AFFAIRES

DE LA MANCHE.

ON a vu dans quelle position se trouvait le comte de l'Abisbal, dans cette capitale, lorsqu'après avoir fait arrêter, le 8 juillet 1819, les chefs de la vaste conspiration dont il avait été long-temps lui-même le suprême directeur, il y était revenu pour réclamer le prix de l'important service qu'il venait de rendre. Extérieurement comblé d'honneurs par la cour qui redoutait son audace, ses talens, et, il faut le dire, l'inclination naturelle qui le portait vers les idées généreuses, ce général était en effet sacrifié par elle, et venait de perdre le commandement de l'armée. D'un autre côté, les citoyens à qui sa conduite avait toujours paru inexplicable, et qui ne voyaient dans les derniers événemens de l'île de Léon, que le résultat d'une double intrigue, tendant à la fois à tromper la cour et les amis de la liberté, ne lui rendaient ni

leur estime ni leur confiance. Il vivait au milieu de Madrid dans un état d'isolement et de déconsidération, qui ne pouvait convenir long-temps à un homme de ce caractère. Le petit nombre de personnes recommandables qu'il voyait à cette époque, s'accordent à reconnaître que ses opinions en faveur d'une révolution qui devait rendre la liberté à l'Espagne, et renfermer le pouvoir dans les limites constitutionnelles tracées par la loi fondamentale de 1812, n'étaient point équivoques ; toutefois, il avait tellement eu l'art de n'en laisser pénétrer à la cour que ce qu'il fallait pour la laisser au moins dans l'incertitude sur ses vrais sentimens, que, dans le grand dénuement où se trouvait la faction servile d'hommes à talent, énergiques et jouissant d'une haute considération militaire, ce fut encore sur le comte de l'Abisbal qu'elle dut jeter les yeux pour soutenir une cause désespérée.

Appelé par le Roi, comme dernière ressource dans les dangers dont le despotisme était menacé, on n'imagine pas sans doute qu'il dut ressentir une reconnaissance bien vive d'un choix qui ne supposait pas même la confiance, et n'était dû qu'à la nécessité. A peine eut-il reçu le commandement des troupes de la Manche, que son premier soin fut de s'entendre

avec son frère *Alexandre* (1), sur les moyens à prendre pour hâter le moment de réunir toute l'armée espagnole sous les drapeaux de la liberté. Le colonel O'Donnel se rendit donc à Madrid, avec quelques officiers connus par leur dévouement à la cause constitutionnelle. Plusieurs réunions eurent lieu chez le comte de l'Abisbal; le colonel y fit connaître les bonnes intentions de son régiment, dont le premier bataillon se trouvait à Ocagna, et le second à Santa-Cruz de Mudela. Il répondit en même temps du premier bataillon du régiment des Asturies et de l'escadron de Calatrava, cantonnés dans ce dernier village. Ces forces parurent plus que suffisantes pour provoquer l'explosion générale, si ardemment, si unanimement désirée par la nation, et à laquelle elle était préparée depuis si long-temps. Il ne s'agissait donc plus que de concerter les mesures nécessaires pour commencer les premières opérations. Le 1^{er} de mars, une réunion patriotique fut convoquée à Madrid, dans la maison même du général; un grand nombre d'officiers supérieurs

(1) Il ne faut pas confondre celui-ci avec le général José O'Donnel, autre frère du comte, lequel commandait alors dans le midi de l'Espagne.

y assistèrent ; et chacun des membres de cette assemblée se porta garant de la coopération de plusieurs de ses amis. Le général y proposa : « de faire opérer le premier soulèvement des troupes, dans la province de la Manche, où sont situés les villages dans lesquels les corps ci-dessus désignés étaient cantonnés ; et d'y former, jusqu'à la nouvelle de l'acceptation, faite par le Roi, du code constitutionnel, un gouvernement provisoire, sous la dépendance de la junte suprême de Galice. » Ces dispositions générales ayant été adoptées à l'unanimité, le comte proposa ensuite, comme mesures militaires et politiques : « 1°. , d'occuper les gorges de la Sierra - Morena, afin d'intercepter toute communication entre l'armée de Freyre et la capitale ; 2°. , d'augmenter le corps qu'on allait faire agir, de tous ceux qui se trouvaient éparpillés dans la Manche et dans les provinces limitrophes, et qu'on savait être disposés à suivre l'impulsion nationale ; 3°. , d'appuyer tous les mouvemens que paraissaient décidés à faire les amis de la liberté, dans les royaumes de Cordoue et de Jaën ; 4°. d'adresser au Roi un exposé de la situation de l'Espagne, et d'engager ce prince à céder aux vœux du peuple, en acceptant la constitution

promulguée en 1812 à Cadix par l'assemblée des Cortès. » Toutefois , pour ne courir aucune des chances auxquelles les perfides conseils dont le Roi était environné pouvaient exposer , par un refus , et l'État et lui-même , il fut décidé qu'avant tout , on s'assurerait des dispositions de la garde royale et de la garnison de Madrid.

Ces propositions ne furent pas arrêtées avec moins d'unanimité que les premières ; mais l'exécution des unes et des autres paraissait extrêmement difficile. Les corps sur lesquels on pouvait compter étaient séparés par de grandes distances ; mille obstacles pouvaient s'opposer à leur réunion. D'ailleurs la Manche est une province qui avait été soumise de tout temps , à l'influence des chanoines de Tolède , lesquels s'étaient toujours montrés défenseurs ardens du despotisme sacerdotal et ministériel. Il était donc plus que probable que , dans des circonstances où il s'agissait pour eux d'un intérêt aussi puissant , ces prêtres n'hésiteraient pas à prodiguer leurs immenses richesses pour séduire les habitans de la Manche , et les engager , par tous les genres de promesses et de menaces spirituelles , à faire aux régimens , désignés comme devant contribuer le plus efficacement au rétablissement de la liberté nationale , cette

guerre de partisans qu'ils avaient soutenue avec autant d'acharnement que de valeur et d'habileté, contre les armées françaises, pendant la guerre de l'invasion. Aucune de ces considérations ne manquait de vérité et de force, mais la cause qu'il s'agissait de défendre était si éminemment juste : chacun considérait tellement comme le plus sacré de tous les devoirs de suivre le généreux exemple donné par les armées de l'île de Léon et de Galice; et la nécessité d'une prompte résolution paraissait tellement évidente, afin de déterminer toute l'Espagne à se décider en faveur du régime constitutionnel, que l'enthousiasme prit la place des délibérations, et qu'on ne songea plus qu'à mettre à exécution le plan si hardi, mais si sagement conçu, que le comte de l'Abisbal venait de développer. La journée du 4 mars fut fixée pour le commencement des opérations; le bataillon de l'impérial Alexandre, cantonné à Ocagna, devait ce jour-là même proclamer la Constitution; et les chasseurs de ce bataillon, commandés par D. Ylarion de Paros, officier d'une valeur à toute épreuve, et dont les principes étaient connus, devait s'avancer en même temps vers Arganda, pour protéger la réunion de quelques détachemens, qui n'at-

tendaient que ce signal, pour se mettre en mouvement et agir selon leurs instructions. Cette réunion opérée, la petite armée devait se diriger sur Temblèque, point ~~le~~ plus central de la Manche, d'où l'on pouvait se mettre en communication avec les troupes de Santa-Cruz de Mudela, et d'autres villages, dont les commandans qui avaient assisté aux conférences de Madrid, connaissaient le bon esprit et les dispositions favorables.

Le 3 mars 1820, le comte de l'Abisbal sortit de Madrid, accompagné de son frère Alexandre, de son aide de camp D. Cayetano Bola, et d'un autre officier. Quelques gardes du corps vinrent se joindre à lui à Aranjuez. Le 4, il arriva à Ocagna, et ce même jour, à cinq heures après midi, le premier bataillon de *l'impérial Alexandre*, se trouvant sous les armes dans la place publique, le comte fit reconnaître l'autorité de la Junte suprême de Galice; proclama la Constitution; et donna ordre à tout le corps de prêter serment de fidélité à ce code politique, déjà reconnu par la plus grande partie de l'armée espagnole. Cet ordre, reçu avec les plus vives acclamations, fut exécuté sur-le-champ; les trois cents hommes qui composaient le bataillon firent éclater les transports

du plus ardent enthousiasme ; un grand nombre d'habitans suivirent cet exemple ; se présentèrent armés ; et demandèrent à être admis à l'honneur de verser leur sang pour la liberté. Le gouverneur de la place, et un ancien courtisan qui se trouvait dans la ville, furent mis en état d'arrestation ; les autorités furent convoquées ; et, comme le bataillon devait partir le lendemain pour se réunir à d'autres corps militaires, on ajourna à l'époque de son retour, la promulgation de la Constitution par les habitans, et l'inauguration de la pierre constitutionnelle.

Le 5, le bataillon sortit ; il se dirigea sur Temblèque, où il devait se joindre aux autres corps dont les commandans étaient d'intelligence avec les chefs de l'insurrection ; mais quel fut l'étonnement de ces militaires, quand ils ne trouvèrent qu'une seule compagnie de chasseurs. Un si faible secours était loin de suffire pour exécuter les grandes opérations qui avaient été projetées ; d'ailleurs, ce petit nombre d'hommes d'infanterie, seuls dans une plaine immense, était exposé aux plus grands dangers, si l'événement d'Ocagna venant à être connu à Madrid, ce qui ne pouvait manquer d'arriver d'un moment à l'autre,

on envoyait de cette ville à leur poursuite, quelques corps de cavalerie. Il fallait donc se réunir en toute hâte, à quelqu'autre régiment dont l'esprit constitutionnel fût bien connu. Se rappelant alors que les officiers des troupes en garnison à Santa-Cruz de Mudela, l'avaient informé plusieurs fois des sentimens que professait le corps qu'ils commandaient, le général se décida, sur-le-champ, à ordonner qu'on se mit en marche vers ce village. Toutefois, le temps pressait; la distance était longue; et la troupe était accablée de fatigue. On prit la détermination de faire une réquisition de chariots; et la petite armée fut transportée, en peu de temps, jusque dans la place de Santa-Cruz, où les régimens, cantonnés dans ce village, l'accueillirent avec des transports de joie. Les habitans et les troupes prêtèrent le serment constitutionnel; et la population s'empressa, à l'envi, de fournir à ces braves militaires tous les genres de secours dont ils pouvaient avoir besoin pour continuer leur patriotique entreprise. Bientôt des circulaires furent adressées à toutes les troupes qui occupaient la province, et l'on n'apprit pas sans indignation que deux petits détachemens qui étaient au hameau de Santa-Elena, au pied des montagnes de

Sierra-Morena, loin de vouloir se joindre à l'armée qui s'approchait, se disposaient à défendre les défilés de Despegna Perros, dans le cas où le comte de l'Abisbal voudrait pénétrer dans l'Andalousie. Les forces que le comte commandait étaient tellement supérieures à ces deux détachemens que, sans doute, rien n'eût été plus facile que d'anéantir cette poignée de factieux, armés contre la volonté nationale ; mais il aima mieux leur faire sentir que leur résistance entraînerait leur ruine ; et, en effet, ces détachemens s'éloignèrent, sans toutefois se retirer tout-à-fait, et en conservant, comme on le verra bientôt, les mauvaises dispositions dont ils étaient animés.

Cependant le nombre considérable de militaires qui accouraient de toutes parts à Santa-Cruz, dédommageait amplement la petite armée du vide que laissait dans ses rangs la honteuse défection des deux détachemens. Des officiers, des soldats de toutes armes, arrivaient successivement, tantôt en pelotons, tantôt isolés, mais tous remplis d'enthousiasme, et pressés du besoin de faire diversion aux forces qui cernaient l'armée de l'île de Léon, et à celles qu'on destinait à s'opposer au mouvement de la Galice. Plusieurs militaires de la

garnison de Madrid, qui avaient abandonné leurs corps du moment où ils avaient été instruits des projets du comte de l'Abisbal, vinrent se présenter à lui, et lui demandèrent à servir sous ses ordres.

Les habitans de la Manche ne cessèrent, dans ces circonstances, de rivaliser de dévouement avec les troupes; et ce fut avec une grande satisfaction que l'on vit un grand nombre d'entr'eux, parfaitement montés, s'offrir volontairement pour le service de la cavalerie. Avec ces secours on put organiser un corps qui fut nommé *Colonne Volante de la Manche*, et dont le commandement fut confié au colonel O'Donnel.

Cette colonne se dirigea par Almagro sur Ciudad-Réal, capitale de la province, dont les habitans répondirent, avec le plus vif empressement, à l'invitation qui leur fut faite de proclamer la Constitution. Les soldats de la milice provinciale qui se trouvaient dans la ville et dans les alentours, se réunirent à la Colonne, et une nombreuse et brillante jeunesse se hâta de suivre leur exemple. On avait projeté d'abord de créer une Junte extraordinaire, mais on abandonna bientôt cette idée, parce que l'opinion se propageait avec une telle rapidité,

et toutes les autorités se montraient si empressées à se réunir au grand mouvement qui se développait, au même instant, sur plusieurs points de la péninsule, qu'on s'attendait à apprendre, sous peu de jours, le soulèvement de la capitale, et l'établissement du régime constitutionnel qui en était la suite. En effet, cet événement était devenu inévitable, depuis que l'on avait reçu à Madrid la nouvelle de l'insurrection des troupes de la Manche, dont la cour avait espéré se servir pour les opposer aux armées de l'île de Léon et de Galice. Obligée de renoncer à ce dernier moyen de guerre civile, elle reconnaissait enfin qu'il était temps de songer à son salut, en cédant à la volonté nationale, manifestée de toutes parts avec un tel éclat, que toute résistance, tout retard même, pouvaient entraîner pour elle les conséquences les plus funestes.

Telle était la situation de Madrid, à l'instant où le comte de l'Abisbal, pour arriver plus promptement au but qu'il se proposait, jugea convenable de se mettre en communication avec Riego. Toutefois, quelque favorable que fût l'aspect que prenaient alors les affaires, cette entreprise était audacieuse et environnée de dangers; car, pour l'exécuter, il fallait traver-

ser plusieurs corps de l'armée du général Freyre, qui couvraient la partie supérieure de l'Andalousie. Un riche propriétaire de Ciudad-Réal, qui avait déjà rendu de grands services à la cause constitutionnelle, fut chargé de cette difficile et honorable mission, et s'en acquitta avec beaucoup de zèle et d'intelligence. Une autre mission, non moins périlleuse, fut confiée à l'aide de camp du général en chef, D. Cayetano Bola; celui-ci devait se rendre à la division commandée par l'autre frère du comte, D. José O'Donnel, pour engager ce général qui, comme on l'a déjà vu dans l'itinéraire de la Colonne mobile de l'île de Léon, poursuivait alors Riego, à se réunir maintenant à ce dernier. José O'Donnel recevait en même temps pour instructions, de la part du comte de l'Abisbal, de répandre parmi les troupes sous ses ordres, les principes libéraux et constitutionnels auxquels se ralliait toute l'Espagne. Reconnu par les détachemens qui s'étaient portés à Santa-Elena, pour intercepter le passage de la Sierra-Morena, l'aide de camp Bola ne put remplir sa mission et fut contraint de revenir au quartier général. Dès lors, on conçut de plus vastes projets, et l'on décida de se rendre maîtres du château de Las Pegas de San-Pedro, pour se

mettre en communication avec les libéraux de Murcie, et passer ensuite à Cordoue et à Séville. Ce projet était vaste et bien concerté; mais il resta sans exécution, la nouvelle étant parvenue au quartier général, que le roi venait de promettre solennellement de prêter serment à la Constitution. Peu de jours après, le général l'Abisbal ayant remis le commandement de la Colonne à ses lieutenans, partit lui-même pour se rendre à Madrid. Il n'ignorait pas que son ancienne conduite à l'île de Léon, avait donné lieu, dans la capitale, aux interprétations les plus défavorables et les plus fausses de ses sentimens et de sa conduite, dans les dernières circonstances; aussi s'y était-il fait précéder par quelques-uns de ses aides de camp, afin d'être bien informé de l'état de l'opinion publique à son arrivée, et de pouvoir rendre un compte fidèle de ses opérations, sans lesquelles il est maintenant bien démontré que les glorieux efforts des Quiroga, des Riego, des Acebedo et des Espinosa, n'eussent amené, de long-temps encore, le résultat important et décisif qui, seul, pouvait mettre un terme aux malheurs de l'Espagne.

Jetons maintenant un coup d'œil sur ce qui venait de se passer à Madrid.

Depuis quelque temps l'espérance et la crainte s'étaient succédées dans cette capitale, selon les nouvelles favorables ou fâcheuses qui parvenaient sur la Colonne mobile aux ordres du général Riego. Le gouvernement lui-même était livré à tous les genres d'incertitudes ; et si, d'une part, les événemens qui avaient eu lieu en Galice, depuis le 21 février 1820, lui causaient de vives alarmes ; de l'autre, l'issue malheureuse de la tentative de Riego lui avait rendu quelque sécurité. Telle était la situation de Madrid, dans les premiers jours de mars 1820, à l'instant où l'on y apprit que le comte de l'Abisbal venait de faire proclamer la Constitution dans la province de la Manche ; qu'il interceptait la correspondance de l'armée royale de l'Andalousie ; et que tout annonçait que l'armée allait se réunir à lui.

Ces événemens, aussi décisifs qu'ils avaient été imprévus, renversèrent en un instant le dernier espoir du ministère. Après avoir été informé par le général Ballesteros, qui ne s'exprima pas avec moins de franchise envers le Roi lui-même : « que le gouvernement ne pouvait plus compter sur un seul des corps qui formaient la garnison de la capitale, » ce ministère inepte et cruel sentit enfin qu'il ne lui

restait d'autre parti à prendre, pour sauver le trône et lui-même, que de décider le roi à reconnaître l'ordre constitutionnel, juré depuis six ans par la Nation. Quelque facile à effrayer que fût Ferdinand, il ne crut pas d'abord le danger aussi pressant; et, tandis que ceux de ses ministres qui voyaient de plus près, et appréciaient le mieux l'imminence des dangers, lui conseillaient une prompte acceptation de l'acte constitutionnel, d'autres, plus aveugles ou plus opiniâtres, le détournaient de ce dessein. Ainsi placé entre des avis contraires, ce prince prit un terme moyen, et fit des promesses évasives qui sans doute seraient restées sans exécution, si la défection de l'armée eût été moins soudaine et moins unanime. Le peuple ne se trompa point à des démonstrations dont le but était si mal caché; il vit que la cour ne voulait que gagner du temps; et la proposition faite par le roi d'adopter les bases d'une constitution libérale, tandis qu'on ne lui demandait que de reconnaître celle qui existait déjà, ne parut qu'un moyen adroit, employé par le ministère, pour laisser à l'effervescence populaire le temps de se calmer, et rester maître des événemens. Loin d'avoir rempli ce but, et les nouvelles des provinces devenant

de plus en plus décisives en faveur de la liberté, la cour sentit enfin qu'il fallait se résigner à la nécessité, et, dès le 7 mars, un décret, rendu dans la nuit même, annonça que le roi était résolu à prêter serment à la Constitution promulguée par les Cortès, à Cadix, le 19 mars 1812. Le lendemain matin 8, l'étonnement des citoyens fut au comble, lorsqu'ils apprirent par la gazette de la veille au soir, que le roi, à qui ceux qui n'étaient pas instruits de la marche rapide des événemens et de l'état actuel des affaires, étaient bien loin de supposer cette pensée, venait de déclarer qu'il était *décidé* à se soumettre à la loi constitutionnelle de la monarchie. Néanmoins, d'après tout ce qui s'était passé jusque-là et les preuves que l'on acquérait à chaque instant des nouvelles trahisons du ministère (1), il était permis de

(1) Ce ministère était composé ainsi qu'il suit : Le duc de San-Fernando avait le portefeuille des affaires étrangères ; M. de Matta-Florida, celui de la justice ; M. Alos, celui de la guerre ; M. de Cisneros, celui de la marine ; et M. de Salmon, celui des finances. Toutefois, le duc de San-Fernando et M. de Matta-Florida, soutenus de tout le crédit de la *Camarilla*, toujours soumise à l'influence secrète de Lozano de Torres, dirigeaient véritablement les affaires, agissant ensemble et toujours